

Où l'argent fait l'école buissonnière

Chronique économique

Marian Stepczynski



Le rôle normal de la monnaie est de circuler, non de trouver refuge dans des coffres ou sous des matelas. C'est pourtant ce qui est en train d'arriver depuis que les banques centrales - Réserve fédérale américaine, Banque centrale européenne, Banque de Suède, Banque du Japon, Banque nationale suisse... - ont décidé par des moyens divers de pousser les taux d'intérêt en territoire négatif. Les banques commerciales ont logiquement suivi la manœuvre en cessant de rémunérer les dépôts de leur clientèle, et commencent même à les rendre onéreux en facturant des services jusqu'alors gratuits.

présente, on s'affranchit à l'avance de sa dette vis-à-vis de créanciers qui n'en demandaient pas tant: contributions publiques, assurances, caisses maladie, toutes institutions poussant pour certaines d'entre elles l'obligance jusqu'à rémunérer ces paiements anticipés. Commerçants et artisans ont même l'amabilité d'accorder des escomptes sur facture à des taux que les meilleurs placements auraient bien de la peine à dégager. Bref, les taux négatifs mettent leur monde cul par-dessus tête, désorientant consommateurs et producteurs, ce qui n'était pas le but visé, et agissant même à fin contraire, puisqu'au lieu de faire circuler les espèces et d'animer ainsi les échanges, ils renforcent paradoxalement la thésaurisation et le désendettement.

Un autre effet désagréable de la disparition complète des rendements est de mettre en péril les systèmes de prévoyance, puisque la valeur actuelle des rentes promises, autrement dit l'importance des engagements futurs, augmente au fur et à mesure que les taux baissent. On a déjà relevé ici les risques qu'encourent les institutions de prévoyance en s'aventurant dans des placements plus hasardeux pour tenter d'atteindre leurs objectifs de rendement.

En Suisse, le recours aux taux négatifs n'a pas, comme dans d'autres pays ou zones monétaires, pour but principal d'animer la conjoncture, qui ne se porte ici pas trop mal, mais d'enrayer une appréciation du franc que les interventions de la BNS sur le marché des changes ne parviennent à contrecarrer que moyennant un gonflement désormais jugé excessif de son bilan. Le mobile est donc honorable, mais les effets tout aussi délétères qu'ailleurs.

On suivra donc avec intérêt les jours prochains, qui s'annoncent riches en décisions monétaires.

www.tdg.ch

Le débat en ligne de la semaine

Retraite: faut-il limiter l'utilisation du 2e pilier? Le Conseil fédéral a mis en consultation jusqu'au 18 mars 2016 une révision du régime des prestations complémentaires. Entre 150 et 170 millions pourraient ainsi être économisés. Sur le retrait de l'avoit sous forme de capital, Alain Berset propose deux variantes. En revanche, il ne sera plus possible de financer le lancement de son entreprise avec son capital retraite. D'autres modifications suscitent les critiques tant à gauche qu'à droite. Seul le PS semble satisfait. Participez à notre débat sur http://www.debatenligne.tdg.ch



Le coup de gueule du Genevois

La crainte d'être surveillé

En Suisse, nous avons les socialistes et les Verts les plus bêtes de la planète. Dans le contexte actuel, proposer un référendum contre le renforcement de la Loi sur le renseignement, sous le prétexte d'atteinte à la liberté individuelle, et le refus d'installer des vidéosurveillances ainsi que les écoutes téléphoniques et le contrôle d'Internet est absolument inconscient. Comme d'habitude ils s'opposent à tout sans rien proposer de constructif, sans réfléchir, ne serait-ce qu'un instant aux conséquences. La justice est déjà tellement laxiste et indulgente chez nous. Entre les jours-amendes et les sursis, on ne peut pas dire qu'elle soit aussi efficace qu'elle le devrait. Espérons que les magistrats aussi vont réfléchir aux conséquences. On n'est pas forcément définitivement à l'abri, mais pour cela il faut punir de façon exemplaire. Ceux qui n'ont rien à se reprocher n'ont aucune raison de craindre la moindre surveillance qui ne vise jamais les honnêtes gens. Brigitte Rognon

Vous êtes un citoyen attentif et/ou indigné? La rédaction d'un billet d'humour vous intéresse? Envoyez-le à l'adresse postale de la «Tribune» ou par courriel à: coupdegueule@tdg.ch

Assemblée fédérale

Un parlement plus à droite ouvre les feux

Aujourd'hui, le parlement sorti des urnes cet automne siège pour la première fois. Découvrez les nouveaux visages et ceux qui tireront les ficelles dans les partis

L'essentiel

Première La cinquantième législature débute cet après-midi au Palais fédéral à Berne.

Nouvelle donne Renforcée au Conseil national, l'UDC a trébuché au Conseil des Etats dominé par le PLR et le PDC.

Sang frais L'Assemblée fédérale compte plus d'un quart de nouveaux élus. Certains se profilent en futurs poids lourds.

Arthur Grosjean Berne

La Berne fédérale est en ébullition aujourd'hui. Cet après-midi débarquent les 246 parlementaires, nouvellement élus ou réélus, qui composent l'Assemblée fédérale. Deux cents d'entre eux siégeront à la Chambre du peuple (Conseil national) et les 46 autres à la Chambre des cantons (Conseil des Etats). Ils voteront des lois pendant quatre ans au cours d'une législature qui porte le chiffre magique de 50 (voir pourquoi dans l'encadré ci-dessous).

Le Conseil national compte cette année 64 femmes, un nombre record. En revanche, au Conseil des Etats, leur nombre recule à 7. L'âge moyen au Conseil national tourne autour des 50 ans. Le doyen de fonction, l'Argovien Luzi Stamm, et la benjamine, la Genevoise de 27 ans Lisa Mazzone, prononceront chacun un discours dès 14 h 30.

Les changements politiques? Le Conseil national a glissé à droite avec le renforcement spectaculaire de l'UDC et du PLR. La gauche et le centre ont reculé. Au Conseil des Etats, en revanche, PDC et PLR dominent. Le PS suit juste derrière, alors que l'UDC est dans les choux. L'Assemblée fédérale compte un peu plus d'un quart de nouveaux élus, dont certains se distinguent déjà (voir une sélection ci-dessous). Mais les anciens ont l'avantage de connaître la mécanique fédérale. Qui parmi eux seront les caïds de ce parlement? Et comment les groupes parlementaires sortent-ils transformés de ces élections? Petit tour d'horizon des principaux changements.

L'UDC profile une Genevoise

A l'UDC, l'euphorie règne après la razzia de sièges effectuée au National et la perspective d'un deuxième fauteuil au Conseil fédéral. Les caïds de la fraction n'ont pas changé. Le sympathique président paysan, Toni Brunner, et le rigide chef du groupe parlementaire, Adrian Amstutz, vont mener la barque. Côté romand, le départ d'Oskar Freysinger ouvre un boulevard à la Genevoise Céline Amaudruz, qui est de plus en plus mise en avant par le parti. Ce trio aura fort à faire car le groupe parlementaire compte 70 membres, dont deux nouveaux particulièrement remuants: la fille de Christoph Blocher, Magdalena Martullo, et le rédacteur en chef de la Weltwoche, Roger Köppel.

Des caïds romands pour le PS

Le PS a un ceïl qui rit et un ceïl qui pleure. Il a performé aux Etats mais reculé au National. Il a rapidement digéré l'affront de voir son chef de groupe, le transparent Andri Tschümperlin, se faire éjecter par les électeurs. Pour le remplacer, la pile énergétique vaudoise Roger Nordmann. Ce dernier va pouvoir jouer les caïds avec le président Christian Levrat pour contre-carrier l'axe UDC-PLR. Ce duo parfaitement bilingue signe la domination romande sur le parti. Elle se fait avec l'aval des femmes et notamment du poids lourd zurichois, Jacqueline Badran.



Conseil national Ultimes préparatifs sous la Coupole pour la nouvelle législature: un dernier «coup de poutze» à la salle du Conseil national. KEYSTONE

Le PLR perd sa dame de fer

Le PLR sort renforcé des élections aussi bien au National qu'aux Etats. Mais il a perdu sa dame de fer et cheffe de groupe parlementaire, Gabi Huber. Elle est remplacée par le médecin tessinois Ignazio Cassis, l'homme qui a fondé une organisation concurrente à SantéSuisse. Le caïd

du parti, c'est bien sûr le président Philipp Müller, auréolé de sa victoire aux Etats. Il y retrouvera son plus mordant adversaire politique, le président du PS Levrat. Après l'affaiblissement du centre, le PLR va pouvoir jouer un rôle pivot entre l'UDC et le centre gauche. Philipp Müller pourra compter sur son efficace

duo valdo-genevois à la vice-présidence, Isabelle Moret et Christian Lüscher.

Zone de turbulences pour le PDC

Le PDC a largement limité les dégâts en ne perdant qu'un siège. Il entre cependant dans une zone de turbulences. L'hypermédiatique Christophe Darbellay ne siège

plus à Berne et il doit rendre son tablier de président au printemps 2016. L'influent chef de groupe Urs Schwaller vient de tirer sa révérence. Il a été remplacé par le poids lourd tessinois Filippo Lombardi. Un signe que le centre de gravité du parti se déplace un peu plus à droite. Le remuant Gerhard Pfister en est aussi le té-

moignage. On peut compter sur le Romand Dominique de Buman pour freiner la tentation droitrière dans cette députation au demeurant très hétérogène.

Les petits pensent leurs plaies

Pour les petits partis, c'est la soupe à la grimace. Ils ressortent lessivés des élections. Les Verts n'ont pu sauver le siège de leur coprésidente Adèle Thorens au National que grâce au désistement charitable de Luc Recordon. L'autre coprésidente, Regula Rytz, sera à la manœuvre avec Baltasar Glaettili, le médiatique chef de groupe parlementaire.

Au PBD, après la perte du siège au Conseil fédéral, le président Martin Landolt continuera à tenir la barre du fragile esquif. Quant aux Verts libéraux, leur président, Martin Bäumlé, apparaît affaibli, alors que Tiana Angelina Moser monte en puissance.

Lire aussi en pages 8-9

Les nouveaux élus qui détonnent

Les jeunes loups

Que ce soit sur le prix du livre ou la redevance radio-TV, le Valaisan Philippe Nantermod (PLR) ferraille déjà tous azimuts sur les réseaux sociaux et sur les tribunes médiatiques.



A 31 ans, le Lucernois Damian Müller (PLR) ne passera pas inaperçu au Conseil des Etats au milieu des tempes grisonnantes. Le jeune s'est imposé face à deux élus du National.



Erich Hess (UDC) est chauffeur poids lourd et connu comme le loup blanc à Berne pour ses positions contre l'extrême gauche. Il a fait passer aussi une initiative cantonale qui interdit la naturalisation des étrangers à l'aide sociale. AR.G.



Les militants

La benjamine du parlement, Lisa Mazzone (Verts), militante de la mobilité douce en général et du vélo en particulier, va découvrir un autre monde: celui de la voiture et du tunnel du Gothard.



Denis de la Reussille (POP), président du Locle et défenseur de la veuve et de l'orphelin, signe le retour de la gauche dure au parlement. Il devra batailler seul.



La juriste bâloise d'origine turque, Sibel Arslan (Verts), représente la génération des secundas. Mais cette écologiste ne veut pas être cantonnée dans le simple rôle de la défense des migrants. Elle s'engage aussi contre l'Etat fouineur. AR.G.



Les intellectuels

Roger Köppel (UDC), rédacteur en chef de la Weltwoche, avait traité les Romands de «Grecs de la Suisse». Une save caricaturale pour ce bretteur-né, doté d'une plume agile mais à l'idéologie lourde.



Hans-Ueli Vogt est le professeur d'Uni UDC qui a mis en musique l'initiative sur la primauté du droit suisse sur le droit international.



Face aux deux intellos précités, un socialiste devra ferrailer dur: Tim Guldmann. Le diplomate zurichois n'a pas peur d'en découdre. Il ne lui restera qu'à éviter les trous d'air en avion puisqu'il habite Berlin et est le seul élu habitant à l'étranger. AR.G.



Les économiques

Une main sanguinolente dans un piège à souris. Hans-Ulrich Bigler, directeur PLR de l'USAM, avait fait fort contre la redevance TV. Il rejoint son président, Jean-François Rime.



Magdalena Martullo-Blocher (UDC) reprend le flambeau déposé par son père, Christoph. Elle est bien décidée à lutter sans merci contre la bureaucratie et les dépenses de l'Etat.



Changement de ton avec le Genevois Benoît Genecand (PLR). L'ancien directeur d'UBS Genève, reconverti en conseiller en entreprises, tient plus du libéral humaniste. Son père était un ancien député PDC, ceci expliquant peut-être cela. AR.G.



Menu chargé pour les treize élus genevois

Les treize élus genevois, dont les trois nouveaux (Benoît Genecand, Lisa Mazzone et Laurence Fehlmann Rielle) devront rapidement se mettre dans le bain

Au cours de cette législature, la députation genevoise, qui compte en son sein trois nouveaux représentants, sera confrontée à plusieurs dossiers dont les conséquences auront un impact direct sur la vie des Genevois. Notre représentation à Berne interviendra à différents niveaux: au sein des commissions dans lesquelles siègent les élus et dont la composition sera fixée aujourd'hui; au sein de leurs groupes politiques; et finalement en plénière au moment des votes. Défendront-ils Genève et rien que Genève? La plupart du temps, l'origine géographique des élus pèse moins que leur appartenance politique.

Les infrastructures

Le débat sur les nouvelles infrastructures devrait aussi mobiliser les élus genevois. Il y a celles de la Genève internationale à rénover mais également celles liées aux transports. En matière routière, le Conseil des Etats devra se prononcer au printemps sur la manière de financer par le



Laurence Fehlmann Rielle

Imposition des entreprises

Mais il peut y avoir des exceptions. En matière financière, par exemple, avec la compensation de l'unification de l'imposition des entreprises locale et étrangère (RIE III). Ce dossier sera à l'ordre du jour du Conseil des Etats durant cette session. Sur ce sujet très technique, Genève et Vaud divergent. Les Valdois aimeraient voir réintroduite la notion de déduction des intérêts notionnels (NID) destinée à compenser l'investissement d'une entreprise à travers ses fonds propres, alors que les Genevois se concentrent sur la définition de la «patent box», l'imposition grâce au désistement charitable de Luc Recordon. L'autre coprésidente, Regula Rytz, sera à la manœuvre avec Baltasar Glaettili, le médiatique chef de groupe parlementaire.

fonds Forta l'élargissement de l'autoroute et des plans d'agglomération (PA3).

La facture de la solidarité nationale sera aussi un sujet chaud. L'an prochain, Genève versera 245 millions de francs au titre de la péréquation intercantonale (RPT) entre Cantons riches et «pauvres». Le compromis court jusqu'en 2019, ce qui signifie qu'il faudra préparer la période suivante d'ici deux ans au maximum. Genève n'est pas satisfaite de la situation actuelle.

L'aménagement du territoire sera enfin à suivre. Il s'agit d'aménager la nouvelle loi, d'appuyer les négociations du Canton avec l'Administration fédérale. «L'enjeu pour Genève, résume le conseiller d'Etat Vert Antonio Hodgers, est une reconnaissance de son statut métropolitain. Sans remettre en cause les objectifs de protection de la zone agricole, nous tendons à faire valoir qu'un mètre carré à Genève a plus de valeur économique qu'un mètre carré à Uri...» Les parlementaires interviendront surtout au niveau de la révision de la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT) actuellement en cours. Pour le moment, les cantons ont renvoyé la mouture prévue au Conseil fédéral. R. B./C.B./M.BN

Le 9 février

L'application de l'initiative du 9 février sera d'actualité au début de 2016. La Suisse veut appliquer l'initiative «Contre l'immigration de masse», qui demande la réintroduction de contingents d'étran-

La députation genevoise à Berne



IC. SOURCE: ETAT DE GENÈVE